



13 novembre 2015

(15-6013)

Page: 1/4

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

**TRANSPARENCE DANS LES PROCÉDURES ANTIDUMPING ET LES PROCÉDURES
EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS: QUESTION
DE LA CONFIDENTIALITÉ**

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU XX DÉCEMBRE 2015

Proposition présentée par la Fédération de Russie

La communication ci-après, datée du 12 novembre 2015, est distribuée à la demande de la délégation de la Fédération de Russie.

Nous, les Ministres,

Eu égard à la Déclaration de Doha de 2001, dans laquelle nous sommes convenus de négociations visant à clarifier et à améliorer les disciplines prévues par les Accords sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et sur les subventions et les mesures compensatoires,

Reconnaissant l'importance de renforcer la transparence des procédures antidumping et des procédures en matière de droits compensateurs tout en préservant leur prévisibilité pour les parties à ces procédures, ainsi que pour les autorités,

Reconnaissant le bien-fondé d'une plus grande clarification des dispositions des Accords sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et sur les subventions et les mesures compensatoires en vue de trouver un équilibre entre la nécessité de protéger les renseignements confidentiels et celle de veiller à la transparence dans la prise de décisions, tout en ménageant aux parties intéressées une possibilité adéquate de défendre leurs intérêts en temps utile,

Compte tenu de l'expérience et de l'application croissante de ces instruments par les Membres, nous:

Convenons d'élaborer des prescriptions concernant le contenu et la forme du résumé non confidentiel qui permettrait de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel dans les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs.

Donnons pour instruction au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires d'élaborer les prescriptions susmentionnées en vue de leur adoption par le Conseil général dans un délai de 12 mois.

Convenons, avant que ces prescriptions soient adoptées, dans le cadre de la mise en œuvre des prescriptions pertinentes des Accords, de respecter, dans la mesure du possible, les Lignes directrices concernant la communication de renseignements confidentiels et de résumés non confidentiels de ces renseignements dans les procédures antidumping et les procédures en matière de droits compensateurs, qui figurent dans l'annexe du présent document.

ANNEXE

LIGNES DIRECTRICES CONCERNANT LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET DE RÉSUMÉS NON CONFIDENTIELS DE CES RENSEIGNEMENTS DANS LES PROCÉDURES ANTIDUMPING ET LES PROCÉDURES EN MATIÈRE DE DROITS COMPENSATEURS

A. Types de renseignements confidentiels

- i) Les types de renseignements suivants peuvent être traités comme confidentiels par les autorités compétentes:
- les renseignements de nature confidentielle;
 - les renseignements dont la divulgation au public est expressément interdite par la législation nationale d'un Membre importateur;
 - les secrets d'affaires ou secrets commerciaux;
 - les données factuelles suivantes:
 - coûts de production;
 - modalités de vente;
 - prix des transactions individuelles (mais pas les composantes des prix, les dates ou la description des produits);
 - noms des clients, des distributeurs, des fournisseurs particuliers (mais pas la destination des ventes) ou nom de la personne auprès de laquelle les renseignements confidentiels ont été obtenus;
 - montant du dumping sur des ventes individuelles ou montant de l'avantage conféré à une personne/entité;
 - tous les autres renseignements dont la divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus.
- ii) Les types de renseignements suivants ne peuvent pas être traités comme confidentiels par les autorités compétentes:
- les renseignements accessibles au public, y compris les lois, règlements, décrets ou autres documents officiels constituant le cadre juridique national d'un Membre;
 - les renseignements agrégés (par exemple ventes, production, etc.) se rapportant collectivement à deux sociétés ou plus ayant communiqué des renseignements confidentiels, sauf si, en règle générale, ces deux sociétés représentent plus de 80% des données en question ou si l'une d'entre elles représente plus de 60% de ces données,
 - les renseignements factuels non désignés comme étant confidentiels,
 - les arguments écrits liés à l'enquête qui ne sont pas désignés comme étant des renseignements confidentiels.

B. Prescription relative aux "raisons valables"

Les renseignements des types énumérés dans la section A i) des présentes lignes directrices peuvent être traités comme confidentiels par les autorités compétentes uniquement sur exposé écrit des "raisons valables".

La partie intéressée communiquant les renseignements confidentiels devrait fournir l'exposé des "raisons valables" avec les renseignements dont elle demande le traitement confidentiel et indiquer dans cet exposé tous les renseignements que l'autorité compétente devrait traiter comme confidentiels.

Il est satisfait à la prescription exigeant un exposé des "raisons valables" lorsque la divulgation des renseignements:

- avantagerait de façon notable un concurrent d'une partie communiquant les renseignements;

- aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus;
- compromettrait de façon substantielle la position concurrentielle de la personne qui les a communiqués;
- pourrait faire que la concurrence ait accès à certains renseignements commerciaux susceptibles d'être reproduits, au détriment de la position concurrentielle de la personne qui les a communiqués.

C. Résumés non confidentiels

1. Des versions non confidentielles des documents seront créées à partir des documents contenant les renseignements dont le traitement confidentiel est demandé. Ces versions contiendront un résumé non confidentiel des renseignements communiqués à titre confidentiel. Autant que possible, leur apparence devrait correspondre à celle des documents confidentiels originaux.
2. Les renseignements confidentiels devraient être supprimés du document original point par point et remplacés par un résumé permettant d'en comprendre la substance. Il est préférable d'indiquer où des renseignements confidentiels ont été supprimés.
3. Les renseignements qui ne sont pas traités comme confidentiels devraient apparaître de façon identique dans les versions confidentielle et non confidentielle du document fourni.
4. Lorsque les renseignements confidentiels sont présentés sous forme de chiffres (par exemple dans des tableaux), des indices ou des variations en pourcentage en glissement annuel peuvent être utilisés, entre autres, pour permettre de comprendre la substance des renseignements confidentiels qu'ils remplacent.

Exemple de renseignements ne devant pas être divulgués:

Volume de production

	Année 1	Année 2	Année 3
Volume de production	20 000 t	30 000 t	40 000 t

Le résumé non confidentiel peut prendre les formes suivantes:

Volume de production (indice)

	Année 1	Année 2	Année 3
Volume de production	100	150	200

ou:

Volume de production (variations en % en glissement annuel)

	Année 1	Année 2	Année 3
Volume de production	-	+50%	+33%

Si les renseignements confidentiels sont présentés sous forme de tableaux, la partie intéressée peut fournir des courbes de tendance ou un texte résumant la substance des données non divulguées.

5. Lorsque les renseignements concernent un seul chiffre, une variation en pourcentage peut être utilisée, entre autres, pour ne pas divulguer au public le chiffre original.

Exemple de renseignements ne devant pas être divulgués:

"Le coût de production est de 200 par tonne."

Le résumé non confidentiel peut prendre la forme suivante:

"Le coût de production est de 220 par tonne" (avec l'ajout d'une note de bas de page indiquant: "les chiffres effectifs ont été modifiés par une marge de +10% au maximum pour en protéger la confidentialité").

- Lorsque les renseignements confidentiels sont fournis sous forme de texte, ils peuvent, entre autres, être résumés ou certains éléments peuvent être remplacés par des termes plus généraux.

Exemple: "SOCIÉTÉ COMMERCIALE m'a dit que les prix des importations étaient inférieurs de 20%."

Le résumé non confidentiel peut prendre la forme suivante:

"[L'un de mes clients] m'a dit que les prix des importations étaient inférieurs de 20%."
